



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 2641

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Jean-Hugues Ratenon.

M. Jean-Hugues Ratenon. Monsieur le Premier ministre, votre gouvernement persiste dans une réforme qui pénalisera tous les Français, sans exception. Personne n'est dupe et personne n'en veut.

Vous avez trafiqué les documents destinés à éclairer les débats. Le Conseil d'État a d'ailleurs émis de sévères critiques à ce sujet.

Face à vous, les femmes et les hommes de notre pays continuent à se mobiliser. Or vous faites le choix de la répression, de l'intimidation et du désordre social. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) Votre décision de retirer la grenade qui a causé plusieurs mutilations est totalement hypocrite, puisque vous la remplacerez de manière sournoise par une autre grenade, tout aussi dangereuse. C'est une honte !

Cette réforme, vous voulez la faire passer en force et de manière autoritaire. C'est un véritable coup d'État social. La France, ce grand pays, a aujourd'hui à sa tête un petit président et des ministres plus petits encore. (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*)

J'ai une pensée émue pour les populations d'outre-mer. En effet, vous n'hésitez pas à contourner la Constitution, de manière excessive, en proposant au Parlement d'autoriser le Gouvernement à légiférer par ordonnance sur les aspects de cette réforme relatifs à l'outre-mer.

Pourtant, des questions légitimes se posent dans nos territoires, où les carrières complètes sont extrêmement rares, par la faute du chômage de masse, et où les planteurs de canne, par exemple, touchent en moyenne 330 euros de retraite. Avec vos ordonnances, quel sort allez-vous leur réserver ?

Vous méprisez les parlementaires d'outre-mer et, partant, tous les peuples d'outre-mer. Personne ne peut accepter cette vision autoritaire, car c'est une atteinte à nos droits. Pensez-vous, monsieur le Premier ministre, que les habitants d'outre-mer sont des godillots incapables d'agir et de penser ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des retraites.

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État chargé des retraites. Je ne suis pas sûr, monsieur Ratenon, que vos angles d'attaque soient tous pertinents. Si nous souhaitons discuter ensemble de cette grande transformation du système de retraite, nous avons intérêt, selon moi, à nous intéresser davantage au fond.

C'est d'ailleurs ce que vous avez souhaité faire, sans doute, dans la deuxième partie de votre question, lorsque vous avez évoqué la situation spécifique des Ultramarins. Je traite la question avec Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, et vous serez, je crois, rassuré à ce sujet. Nous aurons l'occasion d'en reparler si vous le souhaitez.

J'en viens aux aspects plus généraux, sur lesquels a principalement porté votre question. Lorsque vous évoquez ce projet de loi, vous vous inquiétez, au fond, de la place du Parlement dans notre démocratie. Or le Parlement y a toute sa place, monsieur le député.

Je conçois que cela ne vous satisfasse pas, mais revenons aux réalités, que j'ai rappelées tout à l'heure : la procédure accélérée a été utilisée pour les deux dernières réformes des retraites, par deux majorités différentes. Pour ma part, je ne fais de grief à personne ; je n'étais pas élu à l'époque et je constate les choses.

Que dire de plus ? Il y a effectivement des ordonnances, mais vous êtes plutôt sensibles de votre côté, je crois, au fait que nous voulons laisser place au dialogue, à la construction, aux échanges afin de trouver des chemins de convergence dans les différents secteurs, de manière à inclure tout le monde dans le système universel.

À propos de ce système universel, monsieur le député, il convient de rappeler la volonté du Gouvernement et l'objectif du projet de loi – nous pourrions d'ailleurs tomber d'accord sur ce point : les 40 % de retraités les plus modestes et les plus vulnérables, ceux qui perçoivent moins de 1 400 euros par mois, seront les grands gagnants de la réforme. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Hugues Ratenon](#)

Circonscription : Réunion (5^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2641

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Retraites

Ministère attributaire : Retraites

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 janvier 2020](#)